

## La Tanzanie reste évasive sur le sort des Burundais réfugiés sur son sol

rib News, 03/10/2019 Source AFP Quelque 600 Burundais réfugiés en Tanzanie ont été rapatriés jeudi en plein gré dans leur pays d'origine, pendant que le gouvernement tanzanien continuait à laisser planer le doute sur ses réelles intentions à l'égard de ceux qui refusent de rentrer au Burundi.

590 réfugiés burundais sont partis de Tanzanie dans un convoi de rapatriés volontaires ce matin (jeudi), a annoncé à l'AFP un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), sous couvert d'anonymat. Ils sont arrivés à bord de huit bus à la mi-journée sur le site de transit de Gisuru, dans la province burundaise de Ruyigi (est), selon des témoins. Environ 225.000 Burundais sont partis dans trois camps situés dans le nord-ouest du pays, Nduta, Mtendeli et Nyarugusu, sont réfugiés en Tanzanie, selon le HCR. Ils ont fui leur pays à la suite de la crise politique de 2015, qui a débouché sur des violences meurtrières. L'anxiété avait gagné les camps après que le gouvernement tanzanien, estimant que la paix est revenue au Burundi, eut annoncé fin août qu'il entendait procéder à partir du 1er octobre au rapatriement de tous les réfugiés burundais présents en Tanzanie. Mais les autorités tanzaniennes avaient ensuite soufflé le chaud et le froid et aucun rapatriement forcé n'a encore été constaté depuis octobre. Le porte-parole du gouvernement tanzanien, Hassan Abbas, a assuré jeudi qu'« aucun réfugié burundais ne (serait) forcé de retourner dans son pays », sans toutefois se départir d'une certaine ambiguïté. « Accord tripartite La Tanzanie a reçu des réfugiés du Burundi depuis 1940 et même probablement avant ça, avant même que des recommandations internationales et des traités soient instaurés », a-t-il expliqué en conférence de presse à Dar es Salaam. « Donc, c'est notre politique de continuer à les recevoir, à chaque fois que nous sommes convaincus qu'il y a tel besoin et que ces gens ont véritablement besoin de notre aide », a-t-il ajouté. « Cependant, si vous lisez ces traités le statut de réfugiés est affaibli ou même prend fin quand la situation qui a forcé ces gens à fuir se normalise », or à ce moment, le Burundi est en paix et se prépare pour les élections l'an prochain », a-t-il aussi relevé. Le Burundi a plongé dans la crise quand le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il a été élu en juillet de la même année. La répression qui a accompagné la crise aurait fait au moins 100.000 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. Si les violences se sont depuis un peu atténuées, les opposants continuent à être arrêtés, tabassés ou assassinés, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Et chaque mois, près d'un millier de Burundais fuient encore leur pays, d'après le HCR. Depuis la signature d'un accord tripartite avec la Tanzanie et le Burundi en août 2017 sur le rapatriement des réfugiés burundais en Tanzanie, le HCR a facilité le retour de plus de 74.000 réfugiés volontaires vers le Burundi. « Le flux est très tari » Les réfugiés arrivés jeudi à Gisuru vont « rester dans le camp demain (vendredi), avant d'être acheminés vers leurs communes d'origine », a précisé à l'AFP un responsable administratif burundais ayant également requis l'anonymat. Au début, les convois pouvaient contenir plus de 2.000 rapatriés, mais « à petit à petit le flux est mis à se tarir » et les plus récents ne comprenaient pas plus de 300 personnes, a regretté la même source. Des sources dans les camps ont indiqué à l'AFP que ces derniers mois des réfugiés ont fui vers l'Ouganda, le Rwanda ou le Kenya, « cause de la pression des autorités tanzaniennes pour qu'ils rentrent au Burundi. Ils ont d'abord interdit de sortir des camps pour aller travailler dans les champs des Tanzaniens, puis ils ont fermé les boutiques, les bars à l'intérieur des camps, ainsi que les taxis motos et dernièrement ils ont fermé les marchés », a déclaré un réfugié du camp de Nduta, sous couvert d'anonymat. « La Tanzanie respecte les engagements internationaux sur les réfugiés et fera en sorte que le processus de réinstallation des réfugiés soit mené soigneusement », a répondu M. Abbas. Le même responsable du HCR a rappelé jeudi que l'organisation onusienne « ne (soutiendrait) pas le retour forcé des réfugiés », et demandé aux deux gouvernements de « respecter les engagements qu'ils ont pris » dans le cadre de l'accord tripartite. En dehors de la Tanzanie, 71.000 Burundais sont réfugiés au Rwanda, 45.000 en République démocratique du Congo (RDC) et 43.000 en Ouganda.